



BWENANDO

LE PREMIER JOURNAL DE KANAKY

100 F

No 14 — 16 OCTOBRE 1985

HEBDOMADAIRE

Le Député dit RESPECT



ATTENTATS TERRORISTES
en réponse ... lire page 3



COMMUNIQUE DE LA REDACTION

Le No 14 de BWENANDO qui devait paraître pour le 10 octobre ne sortira que le 16. L'équipe de BWENANDO présente donc ses excuses au peuple kanak et à tous ses lecteurs. Car BWENANDO est le journal du FLNKS, donc la propriété du peuple kanak.

Ce retard a pour cause l'inadaptation d'une partie du matériel de composition qui n'est pas actuellement opérationnel, la vétusté (pannes fréquentes) et la lenteur de l'autre partie de ce matériel.

Néanmoins, le temps n'est pas totalement perdu, car le délai est mis à profit pour améliorer l'organisation du travail et pour rendre le matériel fonctionnel ou bien procéder à son remplacement. Des dispositions seront prises pour tenter d'éviter qu'une telle situation se reproduise. Notre objectif prioritaire est, bien entendu, la parution régulière de BWENANDO.

La Rédaction.

BWENANDO
Le premier journal de Kanaky
BP 1671 — NOUMEA
Directeur de la publication :
Léopold JOREDIE

Composition/Montage
EDIPOP
Impression à 4 000 exemplaire par ICP

ABONNEMENTS
CCP N° 123 55 M
Abonnement de soutien :
10 000 F
Nlle Calédonie :
1 an : 5 000 F CFP
6 mois : 2.500 F CFP
FRANCE :
Avion, 1 an : 7 850 F CFP
VANUATU :
Avion, 1 an : 6 250 F CFP
AUSTRALIE — Nlle ZELANDE :
Avion, 1 an : 6 450 F CFP
POLYNESIE FRANÇAISE :
Avion, 1 an : 6 150 F CFP
WALLIS — FUTUNA :
Avion, 1 an : 5 450 F CFP
EUROPE :
Avion, 1 an : 8 850 F CFP
AMERIQUE :
Avion, 1 an : 8 150 F CFP
Pour tout autre pays ou
acheminement par voie de
surface, nous consulter.

Dessaoulés net : Le 28 au soir, la veille des élections donc, une bonne bouffe bien arrosée se déroulait chez un magnat du commerce et de l'importation, à Nouméa. Tout le bon gratin de la bourgeoisie locale y était, «mûrs» à souhait. Mais voilà que les Daltons débarquent, en les personnes de Pons, Léotard et consort. Ils viennent, ils annoncent que, après tout, c'est pas gagné, qu'on risque même, le 29, de se ramasser une gamelle. Ça a refroidi tout le monde. Du coup, on est passé direct des alcools fins à l'Acqua Seltzer, sauf quelques braillards trop «partis» pour avoir compris quelque chose. Eh, Léotard démolir les troupes juste avant le combat, c'est pas gentil ça. Et si on allait s'imaginer, après ça, que les grands coups de gueule à Nouméa, c'était du bidon, de la poudre aux yeux pour gogos toujours en retard d'un train colonial ? Bigre ! Si on se met à changer de discours dès la veille des élections, qu'est-ce que ce sera en 86 !

Indisposé : La Roche, le 7 octobre 85. Nidoish se pointe à l'aérodrome, son billet à la main. Il doit se rendre à Nouméa, car c'est le grand jour de l'installation du congrès, où il siège, seul contre tous. Mais voilà, Nidoish fait reporter son voyage au lendemain mardi, sous prétexte d'une grippe. L'histoire ne dit pas s'il s'agissait d'une grippe intestinale, autrement dit s'il avait fait dans son froc à l'idée d'affronter une solitude que son orgueil n'a toujours pas digéré. Aouh, désolé... !

Vie de chien : Il se dit qu'à son AG de Pénélo, juste avant les élections du congrès, le LKS était animé par des débats «serrés» comme diraient certains. En effet, voilà-t-il pas que Nidoish annonce froidement devant ses troupes que la seule perspective viable pour le LKS est de rejoindre le FLNKS. Réaction immédiate : plusieurs sujets (dont le maire de Maré) l'ont contré, et sa proposition n'est pas passée (d'ailleurs, on se demande qui en aurait voulu au FLNKS).

Désavoué par sa base, puis par son électorat, le camarade aux états d'âme se retrouve bel et bien tout seul à assumer les conneries, maintenant. La descente s'annonce dure. Allez, Doi, on va pas chercher à t'esquinter, plus maintenant. Pour te redonner un peu de courage, rappelle toi ce que dit ton copain Dick il paraît qu'il n'y a plus que 6 mois à tenir. Tu tiendras le coup ?

LES LECONS D'EXPERIENCE

Un couple d'enseignants «Pieds Noirs» vient de quitter le territoire en publiant un mot d'adieu dans la presse locale.

Ils étaient arrivés en 1963, en Nouvelle Calédonie choisissant «la valise au lieu du cercueil», ils avaient quitté l'Algérie. Ici, ils ont élevé leurs enfants et enseigné ceux des autres pendant presque un quart de siècle, ils avaient pu penser que leur avenir était ici désormais. Mais, la situation politique devenant ce qu'elle est, ils ont vu arriver en Calédonie les mêmes précheteursque là-bas : les tenants de la résistance du dernier quart d'heure, ils ont entendu les mêmes discours les mêmes «moi, De Gaulle vivant, jamais le drapeau FLN ne flottera sur Alger». Ils ont vu ressurgir les ROSEAU et FORZY, les ultras-loyalistes du «forum d'Alger». Ils ont vu débarquer les mercenaires charognards à l'affut du sang et du fric, ils ont reconnu dans l'air le parfum vénéneux des explosions et ils ont compris, peut être parce qu'ils avaient vu et retenu, au contraire de certains.



ANNONCE

L'école populaire kanak, baptisée Ecole Richard KAMOUDA organise 2 journées récréatives les 19-20 octobre 1985 à la maison commune de PAAMA Poindimié.

Au programme, les stands habituels seront là pour vous accueillir.

- du sport : volley-ball et pétanque à 500 F l'inscription sur place.

- samedi soir : grand bal à la belle étoile et pilou-pilou pour satisfaire tout le monde.

- dimanche : continuation du programme et à 18 h remise des récompenses.

Passez un week-end à l'intérieur de Kanaky, ça vaut le coup.

Si vous passez par la côte Est, pensez à nous rendre visite les 19-20 octobre 1985.

Le Directeur Animateur,
E: ARAMOTO

LE DEPUTE dit RESPECT...

ATTENTATS TERRORISTES en REPONSE...

Le 8 octobre, lors de la mise en place du Congrès Territorial, notre député a présidé l'ouverture de la séance en tant que doyen de cette assemblée. Roch PIDJOT a prononcé une très courte allocution avant l'élection du sieur UKEIWE à la présidence.

LAFLEUR l'a interrompu et a prétendu l'empêcher de parler. La déclaration de Roch PIDJOT était pleine de mesure, de tolérance, de sagesse, de courtoisie, de dignité. Son propos faisait appel à la confiance, l'honneur, le respect mutuel (voir encadré ci-dessous). La tentative de LAFLEUR était grossière, ridicule, digne d'un malfrat. Le vieux député s'exprimant au nom de tout un peuple, le peuple légitime de Kanaky, c'est la voix de ce peuple que LAFLEUR voulait étouffer. LAFLEUR, pour seule légitimité d'être représentatif de descendants de bagnards.

Il ne faut pas oublier que PIDJOT, homme intègre, respecté, représentait tout un peuple et était déjà élu à une époque où LAFLEUR, dont le seul mérite est d'avoir hérité de Papa, s'évertuait année après année à échouer dans toutes ses études.

Le comportement de Lafleur, envers Roch Pidjot est significatif de celui du RPCR envers les kanak, il résume toutes leurs attitudes. C'est le comportement d'un terroriste qui attente à la liberté d'expression d'un peuple. Le brouillage de radio DJIIDO est un attentat également, car DJIIDO est aussi la voix du peuple kanak.

Le mépris avec lequel Lafleur, président du RPCR, considère les kanaks, se traduit clairement dans ses tentatives d'achat des bulletins de vote avec des petits chèques, des téléviseurs, des drapeaux tricolores. Nous prend-il tous pour des prostituées de bas étage, ou pour des Ukeiwé ?

Cet Ukeiwé que l'on voit serrant la main de JM Tjibaou et de L. Joredié, ces « rebelles, ces terroristes, ces assassins, ces violeurs » comme il disait à l'époque. Ukeiwé, cet ancien pensionnaire du Camp Est, renie déjà ses déclarations tonitruantes et définitives au Sénat et à la presse. Il n'est pas à un reniement près.

Ukeiwé, ce français d'origine mélanésienne, ce « loyaliste », ce « légaliste », qui veut une Calédonie éternellement française, et qui interdit

au Haut-Commissaire de lire au congrès une déclaration de Pisani, ministre du gouvernement de la République.

Ce comportement de terroristes du RPCR, nous le retrouvons dans les déclarations à La Foa des Leques Guillemard, Milliard et complices... Ces messieurs qui pendant des mois hurlaient que la gendarmerie ne faisait pas son travail veulent l'empêcher aujourd'hui de découvrir les auteurs et les commanditaires d'un attentat, de la tentative d'assassinat de la famille Basquin (pour une candidature sur une liste OPAO) (1). Quand le RPCR a-t-il dénoncé et désavoué les attentats aux explosifs de Nouméa, La Foa etc... Les ratonnades, chasses au kanak, assassinats multiples perpétrés régulièrement ?

Dans les phases de décolonisation, les leçons de l'histoire n'apportent rien à certains, abêtis, aveuglés qu'ils sont par leurs passions, leur racisme, leur haine, la défense de privilèges et d'intérêts particuliers exorbitants. Entraîner à leur perte ceux qu'ils prétendent représenter sera leur seule réussite.

C'est absolument le cas des gens du RPCR, à quelques exceptions près (dont celle d'Henri Leleu, mis sur la touche pour excès d'intelligence et de civisme).

Comment ces gens peuvent-ils supposer qu'ils empêcheront la voix du peuple kanak de s'élever, la lutte de libération d'aboutir ? Comment peuvent-ils supposer que la droite française continuera de les avaliser ?

Deux thèses s'affrontent exprimées en quelques mots :

- confiance, Honneur, Respect mutuel, dignité, sincérité, Justice, liberté, intelligence,
- terrorisme, veulerie, corruption haine, intolérance, déshonneur, bêtise, obscurantisme, asservissement.

Laquelle des deux thèses est la meilleure, donc doit l'emporter ?

En tant que doyen de ce congrès, mais aussi en tant qu'homme politique ayant reçu de manière incessante la confiance des électeurs depuis 1953, date de mon premier mandat électif de conseiller général de la NOUVELLE-CALÉDONIE,

Qu'il me soit permis d'adresser aux hommes de ce pays un message de confiance dans l'avenir de ce pays, revendiqué par le peuple Kanak.

Que l'on comprenne bien le sens de la démarche du 18 novembre 1984,

Que ce temps fort soit bien analysé comme étant celui d'avoir voulu éveiller le peuple français sur la requête du peuple indigène. La dureté de cette décision s'avérait nécessaire.

De la même manière, il était nécessaire que le vote du 29 septembre 1985 se déroule dans des conditions d'honneur et de respect mutuel ; afin que le monde mélanésien soit rétabli dans sa dignité et non plus confondu avec le terrorisme.

Les congressistes que nous sommes ne doivent plus ignorer le fait indigène, c'est mon désir le plus profond ; et je crois sincèrement, que désormais, la confiance peut être instaurée à l'égard des mélanésiens. J'en suis heureux.

Ainsi mes trente années de vie politique au service de ce territoire n'auront pas été vaines, et j'en veux pour preuve la volonté du gouvernement de mettre en oeuvre le processus devant conduire notre pays à sa souveraineté.

J'ose espérer que dans sa continuité le gouvernement de la République saura honorer son engagement.

(1) Un exemple entre mille. Le 11 octobre à 2 heures du matin, tribu TCHAMBA, Ponérihoun, descente des mobiles avec des plans de la tribu et des photos des gens. Arrestation de POEDA Isaac et de GORO-ATU Albert, mineur de 15 ans. 5 maisons démolies. Il paraît que nous ne sommes plus en Etat d'Urgence et que les arrestations et perquisitions sont interdites avant l'aube. Le RPCR n'a pas protesté.

NDLR : Cette page a été composée sur une machine réduite à l'état d'épave.

Du Bureau Politique du F.L.N.K.S

Les élections sont passées, marquant une nouvelle victoire du FLNKS... La lutte continue ! Comme le peuple kanak l'a précisé au Congrès de Hienghène et à la Convention de Nessakoéa, les structures de lutte, thème de notre prochain congrès d'ailleurs, restent en place et mènent le combat jusqu'à la victoire finale !

Le BP continue sa tâche politique de direction et de coordination nationale du mouvement...

De retour de mission, le ministre des relations extérieures du Gvt de Kanaky a rendu compte au BP des réactions internationales extrêmement positives à la suite des résultats des élections du 29 septembre, confortant ainsi les actions diplomatiques du FLNKS entreprises au sein des pays de la Mélanésie, des pays non alignés et de l'ONU. Notre ministre est déjà reparti à New-York, pour parfaire l'inscription de la N.C. à la commission traitant des pays à décoloniser et ce, avec l'aide de nos frères du Vanuatu et de Papouasie.

Le BP s'est également penché sur la nécessité de prévoir au remplacement de Hnalaine Urégei au sein de l'équipe BWENANDO qui occupait le poste de Rédacteur en chef. Nous tenons à rendre ici un hommage particulier à Hnalaine pour le travail accompli, dans de difficiles conditions. Grâce à lui et à toute l'équipe, la voix du peuple Kanak, trop longtemps muselée, se fait entendre aussi par l'intermédiaire de BWENANDO, 1er journal de Kanaky, votre journal. Hnalaine nous quitte momentanément... qu'il nous revienne vite !

Concernant la bonne marche du journal, nous vous donnerons plus de précisions dans les semaines qui viennent, mais il faut savoir dès à présent que tout a été mis en place pour en poursuivre son bon fonctionnement.

Autre « structure de lutte » qui « dérange », mais qui fonctionne et apporte sa contribution au combat : Radio DJIIDO, Kanal K. L'équipe s'étaffe, des formations sont en cours... Le BP dénonce une nouvelle fois la conception de la démocratie que prônent ceux qui se prétendent « loyalistes » : cocktail molotov contre la station, brouillage de l'antenne pendant les informations...

Autre forme de soutien, le FLNKS a reçu une proposition d'aide « matérielle et technique » de la part de nos amis du LARZAC. A partir du moment où c'est le peuple kanak qui en définit les termes et les besoins, le BP ne peut qu'encourager toute forme d'initiative en ce

genre et a donc répondu favorablement en ce sens.

Le problème de la représentation du FLNKS en France a enfin été l'objet d'une décision de la part de la direction nationale du Front. Depuis le retour de L. MAPOU, nous n'avions pu prendre de décision quant à son remplacement. Sur proposition du Comité de Lutte FLNKS France, Jimmy Ounéi a été « officialisé » en tant que délégué FLNKS.

Bien entendu, toute représentation « extérieure » devra se faire en liaison avec le ministre des relations extérieures. Cette nomination doit permettre une plus grande efficacité dans les rapports avec les mouvements de solidarité en France.

A la suite « d'évènements » qui ont nécessité l'intervention du BP, la direction nationale du FLNKS rappelle deux principes :

- 1) il n'y a pas de statut « d'observateur » au Bureau politique du FLNKS, sauf cas particulier et momentané ; font partie intégrante du FLNKS et de sa direction, les groupes de pression, signataires de la Charte, lors de convention ou congrès, comme cela l'a été récemment rappelé. Sont à ce jour signataires de la Charte : l'UC, l'UPM, le FULK, le PALIKA, le GFKEL, l'USTKE qui soutient la lutte du FLNKS, et le PSK qui en a fait la demande à la Convention de Nessakoéa à la suite de la dissolution du PSC.
- 2) Le FLNKS et ses militants quels qu'ils soient, se doivent de respecter une certaine discipline pour ne pas aller à l'encontre du mouvement. Ceux qui auront failli à ce devoir, s'excluraient d'eux-mêmes...

Ces bonnes règles rappelées, le Bureau Politique prépare le Congrès du FLNKS les 10, 17, 18 novembre prochain. Les comités de lutte qui désireraient en assurer l'organisation, ont tout juste le temps de faire leur proposition à la permanence du mouvement. Dans les prochains jours, le BP arrêtera le lieu et l'ordre du jour du congrès, probablement sur le thème des structures du FLNKS.

Bon courage et bon travail à tous, au sein de vos régions et de vos comités de lutte ! Restons plus que jamais vigilants pour que la lutte continue !!...

THIO

Le 7 octobre, BWENANDO a obtenu une interview téléphonique de Louis MAPERI, le maire FLNKS de THIO, élu le 5 octobre, successeur de Roger GALLIOT.

Louis, militant du PALIKA, occupait avant les dernières élections un poste à l'Office Foncier à La Foa. Avec sa compagne, il élève 2 enfants, 1 an et 4 ans. Après ses études secondaires il a étudié le droit. Louis Mapéri a peu d'expérience de la gestion municipale au niveau de la décision, mais une bonne expérience sur le plan administratif et le terrain après avoir successivement secrétaire principal de la mairie de Koumac puis en activité dans la commune de Ouégoa.

Dans le but de « ratisser large » le FLNKS avait présenté 2 listes à Thio. Dans chacune les diverses composantes FLNKS étaient représentées, leur composition basée sur un découpage géographique. Une liste plus coutumière : « unir et bâtir » ; l'autre plus politique : « temps nouveaux ». Durant les élections, le FLNKS a totalement respecté le libre jeu institutionnel, ce qui a permis à la droite de « ratisser les fonds de marmite » en venant les poches pleines de procurations.

Mais les chiffres prouvent que des non kanak ont voté FLNKS. Des wallisiens ont voté FLNKS par solidarité entre travailleurs et aussi dans le cadre culturel océanien.

Les 2 listes FLNKS se sont réunies depuis les élections derrière le slogan « UNIR et BATIR dans un TEMPS NOUVEAU avec les mêmes hommes que le 18 novembre. Un appel, une ouverture ont été tentés vers les conseillers de droite. Mais une réunion publique d'information de « Temps Nouveaux » n'a attiré que 2 auditeurs extérieurs au FLNKS. Le dialogue de sourds continue.

Le nouveau maire souhaite se mettre au travail dans les meilleurs délais en commençant par les affaires courantes. Mais « le terrain est miné » car le secrétaire de mairie principal est le gendre de Galliot. Et Le Ravallec, président de la commission municipale spéciale après la destitution de Galliot, était absent pour la passation des dossiers.

La question du budget sera la première urgence et l'importance

LIFOU

Mr. Le Directeur et Cher BWENANDO

Le Comité de Lutte FLNKS de la tribu de Xodré Lossi - Lifou sollicite une place dans une de vos colonnes, dans le but d'apporter d'autres éléments d'explications concernant le décès du vieux Kofi Bane au lotissement Chabert à Dumbéa, et exploité à des fins basement politiques par « Ukeiwé » et ses chefs du RPCR. Le tout répercuté par leur torchon fasciste « Les Nouvelles ».

Nous, Comité de Lutte de Xodré, situons le problème dans la période qui a suivi le 18 novembre, date de la mobilisation du peuple kanak en lutte dans son ensemble. Pendant cette période de tension, les militants du FLNKS de Xodré, ont mené une série d'actions, et ce, conformément aux directives des instances dirigeantes du mouvement dans le but, non pas d'expulser des gens « dits de droite » car nous les savons victimes de la politique coloniale menée sur place par Ukeiwé et ses rémoras, mais bien d'essayer de trouver et de cerner des solutions politiques et coutumières, susceptibles de faire avancer la lutte de libération. Donc, sur ordre de Dick Ukeiwé, deux de ses rémoras, Séléfen Naté de Xodré et Waneissi

Jië Léonard de Wé - Luecilla, ont parcouru toute l'île de Lifou, et de proclamer le message, à savoir que tout ce qui est militants ou sympathisants RPCR, devaient quitter l'île à la fin du mois de novembre, autrement le FLNKS allait sévir, incendier leurs maisons et les expulser par la for-

ce en direction de Nouméa. Tout cela n'est que mensonge (mais ce qu'il ne faut pas faire tout de même, pour pouvoir gratter le cul du sénateur). Et une grande partie du troupeau est dirigée sur Nouméa, par la bétailière de service ce jour-là (Le Transall de l'armée française) mais pas le vieux Kofi qui, lui, est resté à la tribu. Il devait regagner Nouméa bien plus tard, mais sur le conseil de son fils, autre rémoras de Dick Ukeiwé, la Honte du peuple Kanak.

Installé au Lotissement Chabert à Dumbéa - Propriété revendiquée par le peuple kanak. Le vieux Kofi devait mourir le lendemain du passage en ce lotissement du célèbre « Léotard » venu ici en grande pompe, proclamer l'attachement de la Calédonie à la mère patrie, mais surtout pour aider Dick à mieux serrer son manou qui lui arrive presque aux genoux à force de courber l'échine.

Le Comité de Lutte FLNKS de Xodré n'est donc en aucun cas responsable de cette situation, aussi nous dénonçons fermement cette manoeuvre politique de la droite, qui a vu dans cette prise d'otages, le moyen de diviser encore un peu plus le peuple kanak. Car ne nous y trompons pas, Dick Ukeiwé et la droite locale se devaient de démontrer à l'opinion publique nationale et internationale, que le peuple kanak est un peuple d'incapables puisqu'ils se battent entre eux et qu'en plus il s'agit d'une minorité de rebelles (84% de kanaks en faveur de l'indépendance lors du vote de dimanche dernier. Allez Dicky, va prendre ta retraite à Nice ou alors, va te recycler chez les pingouins au Pôle Sud). On ne peut donc pas accorder l'indépendance à des irresponsables.

Le but de la manoeuvre est clair, car pour Dick Ukeiwé, Kanak de service, qui, pourtant continue à vouloir faire croire qu'il n'a jamais été colonisé, que pour lui, l'Indépendance est un cadavre qui sent mauvais, et que toujours selon lui, le FLNKS est un rassemblement de voyous. Voilà de bien belles phrases que le peuple kanak colonisé lui, mais aussi exploité, saura apprécier à leur juste valeur. Le comité FLNKS de Xodré (dont est originaire Ukeiwé, précisons-le) tenait à faire cette mise au point, pour toujours avancer vers notre objectif commun : LA LIBERATION TOTALE DE KANAKY dans l'indépendance Kanake et Socialiste.

MERCI BWENANDO

LE C. L. de Xodré - Lossi - Lifou -



de la commission des finances fondamentale. Galliot avait, par exemple, vendu scandaleusement son propre bull à la commune qui avait contracté un emprunt à cet effet. Cet engin avait servi à désenclaver les mines de Galliot et de ses amis. Il est actuellement usé, en tas, et la commune rembourse toujours l'emprunt et les intérêts.

Nous souhaitons bon travail et bon courage au maire de THIO et à son équipe. Louis Mapéri compte d'ailleurs inviter BWENANDO à venir réaliser un reportage à THIO.



AVANT L'AFFRONTMENT

raisons d'une

Elu en 2ème de liste, conseiller de la région Loyauté, Yann Céléné Uregei, ministre des relations extérieures du gouvernement de Kanaky a fait part de sa démission du conseil de région.

Lors d'une interview accordée à BWENANDO, le samedi 5 octobre M. Uregei a expliqué les raisons de sa démission:

Y.C. : Lors du congrès de Hienghène, le FLNKS a souhaité le non-cumul des mandats. Cette volonté a été réaffirmée par les comités de lutte et les régions lors de l'Assemblée Générale de Houailou.

Il ne doit pas y avoir de confusion dans les esprits des militants du FLNKS. Avant les élections et au cours des tournées des candidats des Iles Loyautés à Maré, Lifou et Ouvéa, j'avais dit au peuple des Iles Loyauté qu'étant donné que nous sommes deux ministres du Gouvernement de Kanaky sur la liste des Loyauté pour les élections régionales, Monsieur Yeiwéné et moi-même, nous devons opter soit pour la région, soit pour le travail au niveau du FLNKS. Nous ne pouvons pas faire les deux choses à la fois.

Il y a beaucoup de travail à faire au niveau de la région et il y a beaucoup de travail à faire au niveau du gouvernement provisoire. Il est impensable de maintenir les deux fonctions en même temps. La population des Loyauté a décidé de mettre cette question au prochain congrès du FLNKS pour être tranchée définitivement. Personnellement, j'ai préféré faire monter un suivant de liste pour commencer le travail. C'est la raison pour laquelle j'ai opté pour le gouvernement de Kanaky. J'estime qu'actuellement il faut continuer la lutte qui n'est pas terminée. La région, c'est une démarche vers l'indépendance mais l'objectif final n'est pas encore atteint c'est à dire l'indépendance kanak socialiste. Par conséquent, il faut renforcer les structures du FLNKS, particulièrement le Gouver-

nement Provisoire. De toute façon, le souhait général est qu'au prochain congrès nous devons restructurer le FLNKS et revoir la composition du gouvernement de Kanaky.

Personnellement, je pense que pour être efficace, soit au Gouvernement de Kanaky, soit au niveau de la région, on ne peut assumer les deux choses à la fois. Voilà la cause de ma démission remise au président de la région Loyauté : la raison d'efficacité.

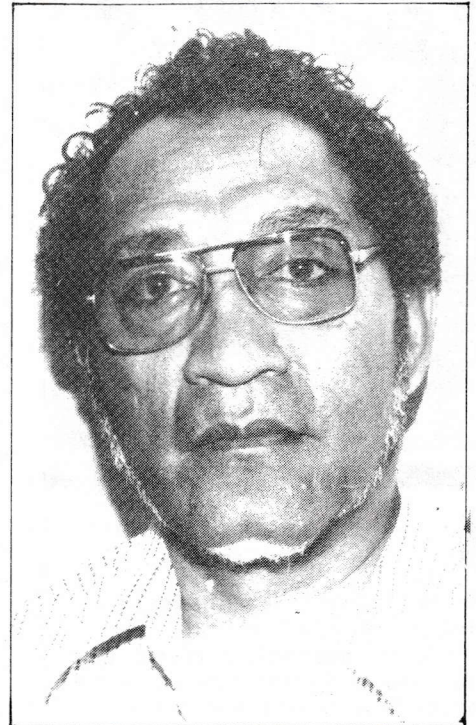
D'ailleurs, lorsque les ministres des affaires étrangères réunis en conférence à Honiara, capitale des Salomon, ont appris ma démission du Conseil de région, ils ont déclaré leur contentement et m'ont témoigné leur satisfaction au cours d'une conversation téléphonique.

Je tiens à préciser que le langage du FLNKS ne doit pas changer après la victoire des élections régionales. Il faut savoir qui doit utiliser qui dans la conjoncture. Nous devons réaliser que dans une collaboration avec le RPCR nous ne ferons pas avancer notre lutte. Au contraire, cette collaboration ne peut que la freiner.

Participer au pouvoir régional ne signifie pas accepter l'autorité coloniale et faire notre le langage du gouvernement français et celui du Haut Commissaire. Le langage de PISANI ne doit pas devenir celui du FLNKS. Pisani ne doit pas croire que son plan est l'enterrement du FLNKS.

Le gouvernement de Kanaky doit contrôler la région avec les comités de lutte. Le conseil de région doit être celui du FLNKS et non pas celui d'un parti.

Je répète encore l'importance des relations extérieures auxquelles je souhaite consacrer tout mon temps et mon énergie. D'ailleurs, je veux préciser que pour les relations extérieures, le résultat des élections est très important : plus de 84 % du peuple kanak a voté pour l'indépendance. C'est une référence



fondamentale pour les relations internationales au niveau de l'ONU, au niveau du Mouvement des non-alignés (NDLR : voir notre article LUANDA en pages 8 et 9).

Je profite de l'occasion pour rappeler que le sommet des ministres des Affaires Etrangères des pays de la Mélanésie s'est réuni à Honiara les 3 et 4 octobre 85, capitale des Salomons, conférence où Kanaky était représentée par M. Simon NAOUTCHOU, ministre de l'éducation, de la formation et de l'information. Cette conférence avait pour but de réfléchir sur l'évolution de la situation en Kanaky. J'ai reçu hier le communiqué conjoint final adopté par les ministres des Etats Mélanésiens présents à cette conférence.

Dès cet après midi, je prends l'avion pour les Bahamas où je dois représenter le FLNKS à la conférence des pays du Commonwealth qui se déroulera le 16 octobre. Je ferais partie de la délégation du Vanuatu.

BWENANDO souhaite bon voyage et bon courage au camarade ministre Yann Céléné Uregei.

démission

COMMUNIQUE CONJOINT
DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DES PAYS DE LA MELANESIE

Les Ministres des Affaires Etrangères de la Mélanésie réunis à Honiara les 3 et 4
Octobre 1985

1. Réaffirment le droit légitime du Peuple Kanak à l'Indépendance.
2. Notent avec grande satisfaction les résultats des élections du 29 Septembre dernier et expriment leurs sincères félicitations au FLNKS pour la manière effective dont laquelle elle s'est organisée pour son total contrôle sur les trois plus importantes régions économique de la Nouvelle-Calédonie.
3. Condamnent sans équivoque les attentats à la bombe à Nouméa ainsi que la fusillade et blessure d'une fillette kanak de 15 ans durant la période précédant les élections par les forces anti-indépendantistes.
4. Déplorent sans équivoque le harcèlement constant des villageois kanak et les incendies brutaux de leur maison par les forces armées françaises sur la Côte Est de la Nouvelle-Calédonie au cours de la période précédant les élections.
5. Condamnent sans équivoque le déploiement actuel des forces armées françaises en Nouvelle-Calédonie et demandent le retrait immédiat de la présence militaire française en Nouvelle-Calédonie.
6. Notent avec beaucoup d'inquiétude la façon anti-démocratique et provocatrice à travers laquelle les partis de droite en France ont tenté de s'interférer et d'influencer les récentes élections en Nouvelle-Calédonie.
7. Tout en notant le développement actuel sur le processus de décolonisation de la Nouvelle-Calédonie, demandent également au Gouvernement français de prendre des mesures, immédiates pour donner l'indépendance totale à ce pays et de s'assurer que cette demande se fasse d'une façon rapide et calme.
8. Demandent au Gouvernement français de mettre en place les réformes électorales en Nouvelle-Calédonie avec la volonté du Peuple Kanak.
9. Demandent au Gouvernement français de prendre des mesures immédiates afin de donner les pouvoirs nécessaires et de décentraliser les fonctions à toutes les régions de la Nouvelle-Calédonie afin de donner à ces régions une plus grande souplesse dans l'administration de leurs affaires en accord avec la volonté du Peuple Kanak.
10. Expriment leur profond desir et demandent à tous les membres élus des conseils régionaux et du Congrès de la Nouvelle-Calédonie la possibilité à ces nouvelles institutions de se développer afin de permettre aux kanaks d'atteindre les buts recherchés.
11. Discutant de nouveau la question de la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des Territoires non-autonomes des Nations-Unies et sans accepter la réinscription à ce stade, sont d'accord pour introduire cette question dans les organisations appropriées des Nations-Unies dans le processus de décolonisation de ce pays quand il s'avèrera nécessaire.

Les Ministres et Officiels des Affaires Etrangères sont également d'accord pour la mise en place des réunions régulières de cette nature de temps à autre afin d'aborder les autres problèmes et issues d'intérêts communs en pays mélanésien.

COMMUNIQUE DES POLICIERS KANAK

A la suite de la mesure brutale frappant de révocation sans droit à la pension un de nos collègues pour des faits montés en épingle par les médias à des fins douteuses les adhérents des associations culturelles et de promotion mélanésienne de la Police, s'élèvent avec indignation contre cette décision particulièrement à la fois inopportune et injustifiée.

Nous estimons que cette sanction, la plus haute dans l'échelle des peines prévues par notre Administration, n'aurait pas été prononcée sans la pression des médias ; qu'une sanction plus appropriée à la gravité relative des faits aurait été l'oeuvre d'une meilleure justice et épargner les revenus d'un collègue père de famille nombreuse.

NDLR : Nous pouvons rappeler des affaires plus graves concernant des policiers européens pour lesquels la sanction a été beaucoup plus légère :

- affaire JEGO,
- affaire THOMAS,
- affaire des fonctionnaires de Police qui ont participé aux barrages anti-indépendantistes.
- sans parler de la promotion du tueur BLAIRET,
- et de l'extrémiste LÉMIERE le 12 janvier 85 avec les émeutiers de NOUMEA.

La conclusion de ce «ras le bol» dans la police se concrétise aujourd'hui par la création d'un syndicat USTKE où tous les policiers sont invités à adhérer :

- Pour la défense de leurs intérêts ;
- Contre l'arbitraire d'une hiérarchie raciste et revancharde.

Gageons que ce syndicat, comme toutes les autres sections STKE du privé ou du public obtiendra des résultats à la mesure de leur détermination.

ANGOLA/LUANI DES NON.

Dans la capitale de l'Angola, du 4 au 9 septembre, s'est réunie la Conférence des Ministres des affaires étrangères des pays non alignés. Le choix du lieu du déroulement de cette réunion est un événement politique et symbolique. Au moment où Prétoria (Sud-Afrique) mène une guerre de terrorisme et de destabilisation en Angola, avec le soutien de Reagan pour tenter d'abattre le régime populaire de José Eduardo dos Santos, la présence de l'ensemble des 106 membres du Mouvement des non-alignés est un témoignage de soutien et de solidarité au peuple combattant de la République Populaire d'Angola. Evidemment, la conférence a étudié toutes les questions brûlantes auxquelles les Non-alignés ont à faire face dans un esprit animé par la volonté d'assurer le succès de cette réunion. Parmi ces questions, le cas de Kanaky a été traité et le droit et les aspirations du peuple kanak ont été réaffirmés.

Le choix de HARARE, capitale du Zimbabwe, comme lieu de la prochaine conférence (VII^e Sommet) a constitué une décision d'une grande signification politique et morale au moment où cette nation joue un rôle crucial du fait de sa participation à la lutte menée par le peuple mozambicain pour assurer sa sécurité et son indépendance.

Rares étaient ceux qui pensaient que la République Populaire d'Angola pourrait accueillir les 2 à 3000 ministres, diplomates, hauts fonctionnaires, observateurs, journalistes et techniciens qui prennent généralement part à ce genre de conférence. Ce pouvoir et ce peuple, de par leur nature progressiste et révolutionnaire, sont soumis à une campagne permanente de provocation, de destabilisation, de terrorisme, d'agressions. Depuis l'indépendance, près de dix ans, le pays est ravagé par les agressions Sud-Africains et les bandes contre-révolutionnaires de l'UNITA armées, entraînées, encadrées et financées par le régime raciste de l'apartheid et des services secrets occidentaux comme celui d'Israël et particulièrement les Etats-Unis. Mais justement, de longue date le peuple angolais, mobilisé dans le MPLA, avait démontré qu'il savait faire face, d'abord durant sa longue guerre de libération contre le fascisme portugais puis pour vaincre les agresseurs Sud-Africains et les obliger à évacuer le territoire national.

Dans son discours inaugural, José Eduardo dos Santos, chef de l'Etat Angolais, a précisé avec force :

«... Le conflit armé en Angola n'est pas une guerre civile. Nous faisons face à une agression extérieure à multiples facettes, l'axe Washington-Prétoria utilisant quelques Angolais ambitieux et traîtres dont les desseins malhonnêtes et antipatriotiques exploitent l'obscurantisme, l'ignorance et les divergences tribales et raciales de citoyens mal informés... La République Populaire d'Angola, en tant qu'Etat Souverain, rejette catégoriquement la prétendue réconciliation nationale avec des groupes armés soutenus par certains pays occidentaux, ce qui aboutirait à l'abdication de sa souveraineté et ren-

sur les frontières Sud de notre pays, mais aussi à l'intérieur même de notre territoire national, pour entreprendre des opérations militaires et soutenir les fantoches... »

Nous citerons aujourd'hui les grands problèmes auxquels la Conférence avait à faire face, les sujets de préoccupation du monde non aligné : la course aux armements, le nouvel ordre économique, l'information, la politique exécutable du régime raciste et agressif de Prétoria, les systèmes coloniaux qui règnent en Afrique du Sud, Namibie, Palestine, Sahara Occidental, East-Timor, Kanaky, Mayotte, le conflit fratricide entre l'Irak et l'Iran, la politique interventionniste, d'ingérence, de chantage et de menace des Etats-Unis.

Ahmed Taleb Ibrahim, Ministre algérien des affaires étrangères a proclamé avec fermeté :

«... l'apartheid n'est pas dissociable du sionisme, autre forme de domination, d'oppression, d'agression... la crise du Moyen-



Le président dos Santos recevant ses invités au banquet du 4 septembre

drait nuls et sans effet les acquis que notre peuple a pu arracher difficilement... La présence des troupes cubaines, que l'impérialisme cherche à présenter comme un obstacle à la paix en Afrique Australe face aux tendances hégémoniques grandissantes de l'Afrique du Sud est l'exercice d'un droit international reconnu... Il n'est pas difficile de voir qu'un retrait préalable ou simultané des troupes internationalistes cubaines aurait été un véritable suicide national, d'autant que Prétoria continue d'infiltrer d'énormes quantités de matériel militaire, non seulement

Orient n'a d'autre paramètre central que la satisfaction des droits nationaux du peuple palestinien... Souligner ce paramètre central, c'est aussi réaffirmer l'unicité et l'authenticité de l'OLP dans sa représentation du peuple palestinien... il est nécessaire que le Mouvement des non-alignés soutienne fermement l'imposition de sanctions globales et obligatoires contre le régime de l'apartheid et assure une solidarité et un soutien à l'égard des pays de la Ligne de front dans ce qui est

DA VII° SOMMET - ALIGNÉS

véritablement l'organisation d'une légitime défense collective ».

« Nous voulons que notre première décision, nos premières paroles et nos premières pensées expriment notre solidarité, notre respect et notre admiration pour les courageux combattants sud-africains... »

Tel est le message à Nelson Mandela proposé et approuvé à l'assemblée plénière par le Ministre zimbabwéen des Affaires étrangères -

La déclaration finale a également appuyé la résolution du dernier sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine qui précise :

«... Tout engagement américain, implicite ou explicite, dans les affaires internes de la République Populaire d'Angola, par voie directe ou par intermédiaire de tiers, sera considéré comme un acte hostile contre l'Organisation de l'Unité Africaine... »

SUCCES DU POLISARIO

Après l'OUA et les Nations Unies, les Non-Alignés préconisent la seule solution viable au conflit du Sahara Occidental : négociations directes entre Marocains et Sahraouis, autodétermination sur la base de la résolution 104 d'Addis-Abeba.

Le Maroc allait proposer un amendement affirmant que le règlement définitif de la question du Sahara Occidental résiderait dans l'organisation d'un référendum d'auto-détermination libre et démocratique (sous entendu organisation faite par le Maroc et en présence, sur le territoire, d'une force armée de 20.000 hommes). L'amendement marocain fut accueilli par les sourires ironiques de l'ensemble des délégations -

« Quoi, disait-on ici et là, Sa Majesté n'a pas encore tiré les leçons de l'histoire des peuples opprimés et colonisés ? »

Réflexion à méditer dans le cas d'organisation d'un référendum en Kanaky.

L'OLP CONFORTEE

Ceux qui espéraient un vague fléchissement du Mouvement à l'égard de la centrale de Yasser Arafat ont dû déchanter -

La conférence a démontré à l'opinion mondiale sa volonté de poursuivre la lutte sur cette terre africaine qui considère que la Palestine est une cause africaine.

IRAK - IRAN : UN BLOCAGE

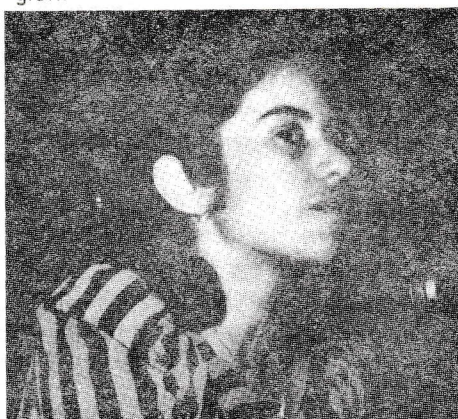
Préoccupation et inquiétude, mais pas de consensus pour un compromis ou une initiative de médiation dans ce conflit qui entre dans sa sixième année -

Farouk el-Kaddoumi, chef de la diplomatie de l'OLP, a précisé :

«... J'enregistre le fait que l'Irak a réaffirmé à plusieurs reprises son entière disposition à trouver une solution pacifique à cette guerre destructrice, qui a profité et qui profite encore à l'impérialisme américain et à Israël... »

AMERIQUE CENTRALE

Nicaragua, Salvador, la Grenade... les thèmes n'ont pas manqué pour fustiger la politique agressive et interventionniste de Washington et réaffirmer la solidarité du Mouvement avec les peuples de cette région.



Le commandant de guérilla Ana Guadeloupe Martinez, une des dirigeantes du F.M.L.N.-F.D.R. salvadorien.

TIMOR-EST

Le lobby pro-indonésien a réussi à faire l'impasse sur cette colonie, malgré la tentative de compromis du délégué du Vanuatu, dont le rôle tout au long de la conférence a été très apprécié par l'ensemble des pays progressistes. Mais la question a été inscrite à l'ordre du jour du prochain sommet. Le responsable des relations extérieures du FRETILIN a déclaré :

« Notre objectif a quand même été atteint... lever le voile de silence qui a été tiré sur l'occupation indonésienne et sur le génocide perpétré contre notre peuple ».

KAMPUCHEA : LE STATU-QUO

Comme lors du précédent sommet, Singapour a joué le rôle de porte-parole

des Etats-Unis pour semer la confusion. En vain. La position des non alignés est la suivante : les troupes étrangères doivent se retirer des différents pays de l'Asie du Sud-Est. Les Américains des Philippines, les Indonésiens de Timor-Est, les Néo-Zélandais et les Australiens de Malaisie et Singapour, les Vietnamiens du Kampuchéa.

Le Ministre vietnamien déclarait : *«... Le Vietnam est, quant à lui, prêt à respecter la résolution adoptée à New-Delhi, à condition bien évidemment que les autres pays mentionnés fassent de même... Les Vietnamiens se retireront du Kampuchéa quand l'armée des Khmers Rouges sera liquidée, cela ne devrait tarder ».*

KANAKY : LE DROIT REAFFIRME

Il faudra bien qu'à Paris, les attardés du colonialisme tiennent compte de la position des représentants de 101 nations du monde.

Une résolution avait été déposée par le Ministre des affaires étrangères de Vanuatu qui précisait que l'accès à l'Indépendance devait se dérouler sur la base des « DROITS ET DES ASPIRATIONS DU PEUPLE KANAK ». Le Sénégal et d'autres pays néo-colonisés par la France ont contesté l'optique suggérée par Vanuatu. Le débat allait alors reprendre les thèmes bien connus concernant l'application des critères de la « démocratie classique ». Mais la reconnaissance du bien-fondé des positions de Vanuatu a amené le Sénégal et autres pays néo-colonisés à retirer leurs réserves.

La résolution finale a été la suivante : Après « Namibie... » inclure « Nouvelle-Calédonie... »

Les Ministres ont reconnu que le Pacifique Sud est une région du monde qui contient plusieurs territoires non autonomes et ont affirmé le droit des peuples, quelque soit la grandeur de leur population ou de leurs territoires, à déterminer librement leurs propres destinées des dominations étrangères quelque elles soient.

Dans ce contexte, les Ministres ont exprimé leur soutien à l'auto-détermination et à une transition urgente à une Nouvelle-Calédonie indépendante en accord avec les droits et les aspirations du peuple indigène et dans une manière qui garantirait les droits des habitants.

Les Ministres ont aussi noté le dialogue qui existe entre le pouvoir administratif et les peuples de la Nouvelle-Calédonie et ont encouragé les deux partis dans leur désir de trouver une solution pacifique.

Cet article a été rédigé à partir de divers reportages réalisés par les équipes d'Afrique-Asie et avec les informations fournies par le ministère des Relations Extérieures de Kanaky.

Suite du N°13 page 11 (Le Genocide du Sud)

Le 12 juin 1867, l'agent de colonisation Lacroix débarque de « La FINE » avec un détachement de militaires et forçats près du confluent de la Néra avec la Kuri : « à un endroit qui servait de marché d'échanges entre indigènes de la montagne et ceux du littoral », écrit un historien français (voir Nicomède 1886).

Croire que ce détachement qui ne comprenait que cinq (5) soldats, Mr. Lacroix et dix (10) forçats, fut mal accueilli serait méconnaître la profonde hospitalité traditionnelle des mélanésiens.

Les choses ne se gâtent que dès lors où les « invités » ne respectent plus leurs « hôtes » et « les biens » de ces derniers, démontrant ainsi l'infériorité morale de leur culture par rapport à celle de leurs hôtes. Écoutons ce qu'écrivit Dugat dans le « Moniteur de la Nelle Calédonie » no 406 du 7 juillet 1867 qui se trouve à la bibliothèque Bernheim à Nouméa :

« Ils ont une phisionomie débonnaire et intelligente... leur empressement cordiale... informés de notre mission plusieurs manifestèrent leur joie de nos projets (?) d'établissement, et le chef de la Tribu nous fit des signes non équivoques de satisfaction ». Ils s'installèrent donc aux abords de la Kuri. BWURAE naissait.

Mais les choses vont s'envenimer. Le droit d'usage d'une position de la rive de la Kuri transformé et les « invités » deviendront des « conquérants ».

« On construisit quelques maisons et on défricha le terrain qui s'étendait jusqu'à la rivière ARI (Douencheur). De nouveaux condamnés vinrent renforcer le petit détachement. Le poste comprenait de plus une garnison d'Infanterie de Marine, des fonctionnaires et des agents de l'Administration Pénitentiaire » Nicomède 1886.

Six mois après le détachement, le 31. 12.1867, le « centre » agricole pénitentiaire compte 38 condamnés, plus la Garnison, les fonctionnaires et les agents de l'Administration Pénitentiaire. Une centaine en tout. On installe une scierie pour fournir le bois nécessaire aux constructions et on coupe le bois sur les propriétés indigènes sans tractations préalables. Cette extension territoriale commence à révolter ceux qui voient leurs terres de plus en plus occupées.

Le 19 avril 1868, les indigènes massacrèrent le libéré BRINON à la scierie. La recherche des « assassins » par la garnison traîne en longueur. La garnison incendie les villages de Téné, Bwindélia, Kwikwe, Ni, Pothé, Azareu, Ero, Nandaï, Ara et Bwiru.

Ainsi place nette est faite pour l'installation des colons du bagne.

Poussez-vous de là que je m'y mette !

Le 20 août 1868, les mélanésiens des « tribus précitées », qui n'ont plus rien, ni maisons ni jardins, font leur soumission. Le Commandant de garnison MATHIEU harangue les « rebelles mélanésiens » en ces termes : « Si vous acceptez les conditions... le Gouverneur vous permettra de reconstruire vos villages, vous donnera de la terre, et la fera indiquer par des tabous en pierre. Si vous n'acceptez pas les conditions, je détruirai vos tarodières, vos plantations, vos bananiers, vos papayers, cocotiers ; je mettrai le feu aux herbes et aux bois de vos vallées ».

Ainsi, on vole leurs terres, on brûle leurs maisons, on saccage leurs jardins, on en tue au passage puis on leur dit : « Si vous n'acceptez pas nos méthodes, on détruit le reste. Si vous acceptez, on vous donnera un peu de terre qu'on vous a volé.

« Les bords de la petite rivière Nessadiou étaient habités par une tribu canaque qui fut dispersée lors de l'insurrection de 1878. En 1883, on y installe 40 concessionnaires »... « Aujourd'hui, la question canaque n'existe plus que secondairement pour Bourail ». Nicomède 1886.

Les 40 concessionnaires de Nessadiou étaient des Arabes. Ceux qui s'étaient battus contre la France pour la sauvegarde de leurs TERRES et de leur SOUVERAINETE. On les força à occuper le sol des KANAKS qui, tout comme eux se battaient pour le même idéal patriotique.

C'est très préalablement ce que Monsieur Le Président DUBOIS, du Syndicat des Eleveurs, appelle ses adhérents : « Les terres d'élevage et de cultures acquises en toute légalité »... « NOS ACQUIS HISTORIQUES ».

Dix ans plus tard, en 1878, ce sera le tour des villages du littoral qui verront les hordes d'Attila déferler. On incendiera : Néku, Ménifu, Nepwébaré, Gwaru, Néra, Wurowa, Koru, Oenmo, Bwenleu, Smara et Nimadiu. Ceux qui rescapèrent de ces massacres, s'enfuirent en brousse. Traqués, ils finirent par être rejoints et... exilés à l'Île des Pins. Écoutez : « Nus et hagards après avoir passé des mois dans les bois ». PISIER 1971.

« Combien intense et tenace a été l'amour du pays chez ces malheureux... Chassés de leurs terres, de leurs villages, de leurs vallées, qu'ils ne cèderaient jamais à prix d'argent, il ne faut pas en douter, tout en cédant à l'autorité et au mouvement qui les force à s'exécuter, nous les avons entendus exprimer les amers regrets que le poète latin a mis dans la bouche des bergers de Mantoué... Il n'était guère moins expressif le langage d'un indigène qui, à la nouvelle que des parents et amis étaient chassés de leur village sans même être prévenus, laissait tomber, devant nous, de sa bouche, ces paroles d'un profond désespoir : « Ceux des nôtres qui sont morts dans la dernière guerre (1878) sont vraiment heureux car ils ne verront pas les choses que nous voyons ». C'est le RP Lambert qui les a accueillis à l'Île des Pins qui a écrit cela.

Des éléments composites seront par la suite installés sur les « réserves » de Gouaro et de Ouaoû.

A Bourail, la plupart des villages disparurent sans laisser de traces juridiques de leur suppression. Les « tribus » du littoral eurent leurs terres confisquées au profit du Domaine Pénitentiaire en attendant d'être concédées à des colons.

Bien indignes sont les descendants de tels HEROS qui se refusent aujourd'hui à réparer les injustices de l'HISTOIRE et se précipitent dans les bras de la réincarnation du pouvoir qui, autrefois envoya leurs PERES au BAGNE.

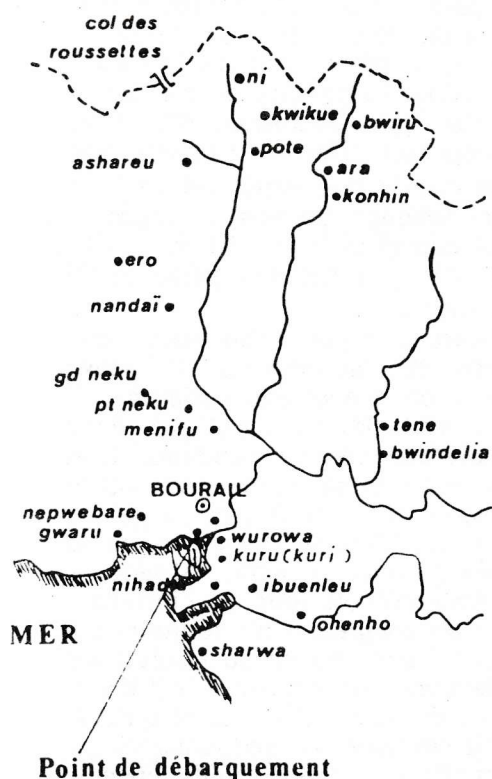
La REVENDICATION FONCIERE n'a cessé de s'exprimer depuis 1854 avec KWINEDO en passant par GONDOU, ATAJ, NOEL et les centaines d'autres leaders mélanésiens de tous les villages, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, qui sont

tombés et ont arrosé la terre des Ancêtres de leur sang. Elle est toujours présente et le restera jusqu'au règlement final de ces injustices passées.

La destruction de l'Office Foncier n'entraîne pas la destruction de la REVEN-
DICATION FONCIERE. Bien au con-
traire. Sachez-le.

Pour sauver ton AVENIR, Caldoche,
tu n'as qu'un chemin à suivre, c'est avec
NOUS. Lafleur et les autres t'entraînent
dans le gouffre.

-- QUO VADIS --



En 1868, la carte de la région de « Bourail » s'établit comme reproduite ci-dessus. Cette carte a été dressée à peine 7 mois après le début de l'implantation du centre pénitentiaire de Bourail en juin 1867.

liberté d'expression

Depuis que Kanal K diffuse sur les ondes un journal d'information, les émissions sont systématiquement brouillées. Rappelons aussi l'attentat au cocktail Molotov dont avait été victime radio DJIIDO.

Depuis bien longtemps R.R.B. radiodiffuse des « informations » qui nous sont systématiquement hostiles et le plus souvent diffamatoires envers le FLNKS - (ce n'est étonnant de la part de Radio-Lafleur). Et pourtant, jamais un militant FLNKS n'a tenté une action envers RRB. Nous avons les moyens de brouiller RRB sur la fréquence 100, nous avons toujours ces moyens. Mais nous ne l'avons pas fait. Il semble que chez les anti-indépendantistes, le concept de LI-

BERTE D'EXPRESSION n'a pas la même définition que chez nous.

Nous savons qui fait ce brouillage d'où il est fait, comment il a été financé par des fonds publics. Nous l'avons signalé à l'administration qui a le devoir et les moyens de faire cesser ce petit jeu qui est un attentat à NOTRE LIBERTE D'EXPRESSION en pays Kanak. Le brouillage continue.

Pour nous, il est clair que l'administration est satisfaite de ce sabotage, car au lieu d'y mettre fin, par sa passivité elle semble plutôt l'encourager. Est-ce une manière de nous provoquer à y mettre fin nous-mêmes ou à procéder à des représailles ?

EDIPO

à

Nouméa, le 3 octobre 1985

Monsieur le Directeur
T.D.F. - Nouméa,
BP 332 - NOUMEA CEDEX

OBJET : Brouillage des ondes de Radio Djiido
Piratage de la fréquence de Radio Djiido

Monsieur le Directeur,

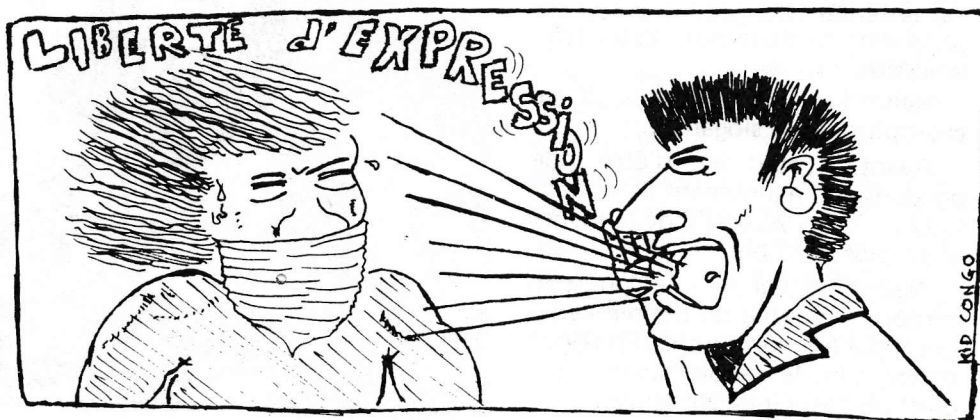
J'ai l'honneur de vous informer par la présente que depuis hier 20 heures, les émissions de Radio DJIIDO Canal K, sont systématiquement brouillées par des émissions extérieures qui se calent sur notre fréquence pendant la durée des bulletins d'information.

Ce fut le cas hier soir, 2 octobre, de 20 heures à 20 heures 30; de fut de nouveau le cas ce jour, de 12h30 à 12h50.

La réglementation en vigueur confiant à votre organisme le soin de gérer les fréquences, je vous serais reconnaissant de bien vouloir donner les suites nécessaires à ce courrier pour que Radio DJIIDO cesse très rapidement d'être victime de ces émissions de brouillage et de piratage.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'assurance de mes sentiments respectueux.

COPIE A LA HAUTE AUTORITE



INDEPENDANTISTE HONTEUX

Tout d'abord, nous demandons au lecteur d'observer une minute de silence à la mémoire des défunt(e)s LKS et autres formations centristes. Notre intention n'est pas de parler perpétuellement de ceux qui n'existent plus, « nous ne tirons pas sur les ambulances » mais il était impossible de passer sous silence une interview scandaleuse accordée par Nidoish Naisseline et publiée dans le journal LIBERATION du 28 et 29 septembre 85, donc pendant le déroulement des élections régionales. Commenter cette interview était une nécessité, il fallait faire le constat de la faillite, de la débâcle idéologique de Naisseline, ancien leader foulard rouge, soi-disant indépendantiste progressiste. Il est maintenant clair que Naisseline n'était qu'un mythe. Un mythe qui lève le masque devant la presse étrangère.

Les lecteurs qui le voudront, pourront acheter à BWENANDO, au prix de 20 F, la photocopie intégrale de l'interview publiée par LIBERATION.

LIBERATION. — Depuis quelques mois, on ne vous entend plus. Est-ce le signe d'un malaise ?

Nidoish Naisseline. — Je suis un peu angoissé... jusqu'en janvier, février, je savais que les problèmes kanaks étaient difficiles mais je n'en restais pas moins passionné. Maintenant j'ai des doutes. Les slogans qu'on lançait, nous les leaders, on y croyait : C'était une indépendance fantasmée, c'était de la poésie. Tjibaou parlait avec ses tripes. Ce n'était pas une tactique politique.

L'indépendance est devenue de moins en moins crédible aux yeux des Kanaks. Il y a beaucoup de tiraillements. Par rapport au 18 novembre, on a beaucoup reculé sur le plan politique. Les militants ne comprennent pas qu'on vote sur le plan Fabius, pourtant plus mauvais que le plan Lemoine qu'on a boycotté le 18 novembre. On s'est fait marcher dessus, mais on participe aux élections.

C'était l'enthousiasme après le 18 novembre. Tant qu'on se bagarrait, la lutte n'était pas condamnée chez les Kanaks.

LIBERATION. — Ce sentiment, d'autres le partagent ?

N.N. — « L'indépendance c'est quoi ? » « Est-ce que cela vaut vraiment la peine ? » « Si c'est pour casser la gueule aux cousins, tabasser les vieux, brûler les écoles ? » : j'ai entendu des questions comme ça. Avant on était très fiers d'être indépendantistes.

Naisseline a des doutes, il ne croit plus en ses slogans.

Avant, il était fier d'être indépendantiste, maintenant il est honteux... A ses yeux, l'indépendance n'est plus crédible.

Naisseline pense à tel point incarner l'ensemble du peuple kanak que si lui ne croit plus en l'indépendance, c'est le peuple kanak qui ne croit plus en l'indépendance...

Quel démenti le peuple lui a infligé le 29 septembre ! Et il ose parler de la « bagarre » depuis le 18 novembre, lui qui, ne participant pas à la lutte du peuple kanak n'a su qu'insulter et diffamer les camarades du FLNKS qui luttèrent pour la libération de Kanaky. Et s'il considère qu'il était illogique de participer aux élections régionales pourquoi s'est-il présenté ? NAISSELINE, DEMISSION !

Il faut prendre conscience que, quelle que soit la stratégie suivie par le FLNKS et le LKS, on est dans le même panier...

Pour ma génération, il avait la référence coutumière. La coutume et la religion répondaient aux besoins fondamentaux des Kanaks. Aujourd'hui, la coutume n'a plus prise sur certaines situations. Et, de leur côté, les trois églises qui avaient plaidé pour la paix, se sont foutues sur les barrages. On ne comprend plus rien. Les jeunes, sur les barrages, étaient sur le devant comme les sauveurs du monde kanak. Ils se sont mis à exister, et aujourd'hui certains sont devenus comme une version kanake des blousons noirs.

LIBERATION. — Tout cela n'est guère optimiste ?

N.N. — Pour me redonner du courage, je me dis que je ne connais pas un peuple qui, lorsqu'il a lutté pour sa libération, a échoué.

Aller prétendre que FLNKS et LKS sont dans le même panier est une contre-vérité, une insolence. Le FLNKS mène une lutte de libération, le LKS est complice du colonisateur. Le panier de NAISSELINE est plutôt celui de NEOERE. D'ailleurs, Naisseline n'accomplit pas une dérive à droite, il a mis directement le cap à droite, et c'est peut-être à la droite de Néoéré qu'il viendra s'ancrer.

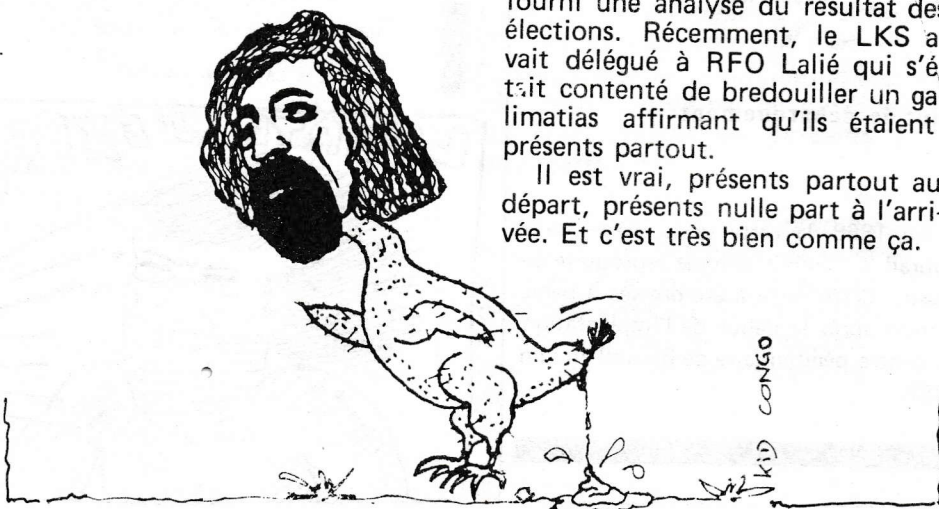
D'après lui, coutume et religion répondaient aux besoins fondamentaux des kanak, que fait-il des besoins de liberté, de justice, d'une nation ? « On ne comprend rien » dit-il, mais c'est Naisseline qui ne comprend plus rien, d'ailleurs a-t-il un jour compris quelque chose ?

Quant à considérer les militants comme des blousons noirs, quel respect ! Mais le 29 septembre, plus de 20.000 blousons noirs lui ont répondu, lui ont dit de cesser de parler au nom du peuple Kanak.

Dans sa conclusion, Naisseline paraphrase Tjibaou. Il précise que lorsque l'on a lutté, on ne peut pas échouer. Comme il n'a pas lutté depuis la fondation du FLNKS, cela explique son échec du 29 septembre.

Il est à noter qu'en aucun moment de son interview, Naisseline ne prononce le mot socialisme. Il ne croit pas au socialisme, il ne croit plus en l'indépendance, bien qu'imbu de ses prérogatives coutumières, il ne croit plus au peuple Kanak. L'orgueil blessé, il ne se montre plus en public. Absent de l'Assemblée le jour de l'installation du congrès, il n'a toujours pas fourni une analyse du résultat des élections. Récemment, le LKS avait délégué à RFO Lalié qui s'était contenté de bredouiller un galimatias affirmant qu'ils étaient présents partout.

Il est vrai, présents partout au départ, présents nulle part à l'arrivée. Et c'est très bien comme ça.



VOH : la chasse aux kanaks

Il est utile de faire un rappel des événements à Voh depuis les municipales de 1983 pour resituer les responsabilités et les causes du pourrissement de la situation.

Dès que Gustave Lethezer, PSNC a été élu maire par les conseillers municipaux RPCR, il a commencé une chasse aux sorcières. Tout d'abord le licenciement abusif de Lucien DEVAMBEZ, secrétaire de mairie particulièrement compétent et travailleur, très apprécié par l'ancien maire Julien DOUNEHOTE et les adjoints Jean POITCHILI et NED Lucien. Cette grève a duré plusieurs semaines au cours desquelles la tension a monté aussi bien dans la population qu'entre le maire et l'équipe municipale. Le maire, allié avec les pires fachos, porte donc une lourde responsabilité dans la situation qui a abouti à l'assassinat du kanak Louis Poitchili par le colon Sauvageot et aux scènes d'émeutes qui suivirent.

Depuis cet assassinat de Louis en 1983, la situation est restée très tendue à Voh avec des périodes de crise. En effet, les colons anti-indépendantistes n'ont jamais cessé de harceler et provoquer la population kanak, particulièrement celle des tribus de Témala, Ouélis, Wahat Boyen, etc... Parmi ces colons, on trouve des Babin, Debien, Paulaud, Martin, Raguet, Cordier et évidemment Lethezer. Les exactions et attentats comportent des menaces de mort, des coups de feu vers les kanaks même en plein milieu des tribus, des destructions de clôtures, abattages de bétail, destruction de cultures, etc...

Il y a plus de 2 ans déjà et jusqu'à maintenant les kanak ont barré la route de Ouapane et y ont interdit toute circulation. Cette route, qui traverse les réserves kanak, donnait accès à de prétendues propriétés de colons, en réalité de simples réserves de chasse ou aucun d'entre eux n'avait jamais fourni un travail de mise en valeur. Ensuite, cette route n'était plus qu'une mauvaise piste non entretenue qui allait se perdre vers Ouayaguette dont la desserte routière est assurée à partir de la côte Est, à Hienghène. Les colons empruntaient cette route pour commettre des exactions et des provocations envers les kanak. Ceux-ci excédés, ont interdit cette route d'une part pour des raisons de sécurité, d'autre part dans le cadre de légitimes revendications foncières.

Suite à l'assaut du barrage de Témala, les fachos ont investi les tribus de Témala et Ouélis, menaçant avec des armes de guerre de massacrer toute la population si les militant FLNKS ne se livraient pas. Lucien DEVAMBEZ, puis quelques autres patriotes, se livrèrent à la gendarmerie mais Julein Dounehote réussit à passer au travers des mailles du filet.

Il est clair que Robert Frouin est le principal fauteur de troubles dans la région Nord. L'un de ses passe-temps favori étant l'organisation du massacre des patriotes kanak.

Et ce même Frouin, élu conseiller régional, a le culot de demander à Jean Marie Tjibaou et aux autres élus FLNKS de rétablir le calme à Voh.

Tout cela serait comique si les hommes de Frouin, renforcés par une campagne de presse des Nouvelles, ne désignaient pas nommément Devambez et Dounehote à la vindicte des tueurs «loyalistes». Comme à chaque pression des anti-indépendantistes, les forces de répression coloniales font des descentes dans les tribus, les tireurs «loyalistes» attendent paisiblement dans les brousses la sortie des patriotes kanak.

Depuis 1983, les provocations des anti-indépendantistes envers les patriotes kanak n'ont jamais cessé avec l'absolution du gendarme Denis de la brigade de Voh.

Par deux fois, on a assisté aux expéditions du «Comité de Crise» menée par le dénommé Vanhalle, collègue de Morini au cabinet d'Ukeiwé. Des colonnes de véhicules tout-terrain chargées de mercenaires circulaient au travers des réserves kanak sous le prétexte de ravitailler Ouayaguette dont le véritable accès est par la côte Est. Robert Frouin élu tête de liste RPCR du Nord, est l'un des fondateurs du fameux «Comité de Crise».

A l'occasion du 18 novembre 1984, les kanak de Témala et Ouélis avaient établi un barrage (comme partout sur le territoire) parfaitement pacifique, une simple manifestation d'opposition au statut colonial Lemoine. Frouin fut l'un des organisateurs de l'assaut armé des fachos avec force fusillades contre ce barrage (Frouin était l'un des organisateurs de l'assaut contre le barrage de Bondé où périrent Mézières, Mickael et Vianney).

Prévenu de ce risque, le Bureau Politique FLNKS prend des dispositions pour éviter une opération de neutralisation du genre de celle de Dogny ou Eloï et Marcel furent assassinés.

Jacques Médecin, François Léotard et Roger Chinaud, à Bourail (Nouvelle-Calédonie), le 21 août.



STOCKMEN METROPOLITAINS

terrorisme

R. P. C. R.

Les «Nouvelles coloniales», presse de désinformation, affirmaient le samedi 5.10 que l'expulsion des 17 jeunes de Bas-Coulna était en réalité une affaire familiale et coutumière transformée en politique par le FLNKS.

En réalité, le RPCR qui faisait dans le passé la pluie et le beau temps à Ouayaguette, Bas-Coulna Tendo etc... avait donné l'ordre d'expulser les 17 jeunes qui avaient voté FLNKS. Ces jeunes avaient commis le crime de ne pas céder aux pressions électorales des Lafleur, Chirac, Ukeiwé et autres guignols corrompus. Les militants FLNKS, refusant de laisser acheter leur bulletin de vote par les chèques, l'alcool, les téléviseurs et magnétoscopes remis par les fraudeurs électoraux devaient être expulsés de chez eux.

En dernière heure, nous apprenons l'ultime rebondissement de cette affaire.

Le mercredi 9 octobre devait avoir lieu une réunion regroupant les 17 militants, le Comité de lutte de Hienghène, les gendarmes, le sous préfet, le colporteur J.C. Gastaldi, le distillateur de niaoulis Michel Point.

Mais dimanche 6 octobre au soir le chef et le conseil des Anciens ont fait auprès des jeunes une coutume pour s'excuser et reconnaître leurs torts. L'ordre d'expulsion étant annulé, la réunion de conciliation prévue pour le 9 mars n'aura pas lieu n'ayant plus de raison d'être.

Gageons que le «sinistre Jobard» des «Nouvelles coloniales», qui n'avait évidemment pas fait état des pressions en tribus contraires au code électoral commises par le RPCR ne fera pas état de l'acte coutumier de contribution du chef et des anciens de Bas-Coulna.

Au sujet de l'affaire de Bas-Coulna à laquelle avait fait allusion d'une manière mensongère la presse de désinformation anti-indépendantiste, nous recevons la lettre suivante :

BWENANDO, je t'écris au sujet d'un très grave problème que subissent actuellement des jeunes mi-

litants FLNKS de Bas-Coulna qui sont minoritaires et par qui le conseil des anciens de la tribu à majorité RPCR, inconscients de la situation actuelle et même sur le plan politique en plus de ça, sont manipulés par les grosses têtes de la droite locale qui leur fournissent des vivres, de l'alcool en plus. Fait relatant de la visite de Chirac à Ouayaguette le mercredi 25.9.85 pour les maintenir dans la politique de magouille et de profits du RPCR qui se dit défenseur des lois françaises. Le 1er 10.85, les jeunes militants convoqués, et après discussion du conseil des anciens, ont appris que leur expulsion de la tribu est irrémédiable.

Ont-ils réfléchi aux conséquences de l'expulsion des jeunes indépendantistes de la tribu ?

Malgré la minorité des militants nous avons montré depuis le 18.11.84 que nous existons quand même et que dans les tribus qui font toujours la une des journaux de droite et ceux qui prennent nos tribus baffouent nos coutumes, sèment la discorde entre familles pour leurs enjeux politiques, ça, je condamne aussi. Nous, nous sommes là pour une cause, pour la lutte contre le pouvoir colonial et contre ces profiteurs, ces voleurs de nos terres.

Je proteste contre cette expulsion hative des militants de Bas-Coulna. Ce n'est pas une dictature pour que toute une tribu fasse pression sur des gens qui ne veulent pas de cette politique de profits, de détournement, d'incitation à la guerre civile.

Je pense que chacun selon sa conscience a droit de choisir son camp, c'est la plus logique des choses. Moi, en tant que jeune, j'ai subi cette injustice coloniale. C'est le cas de ces jeunes aussi et qui par leur conscience sont militants du FLNKS, et nous sommes fiers de l'être.

Peut être cette expulsion est pour montrer cette fierté de voter français qu'ils ont dans la tête, moi je pense que cette fierté de rester français aura une limite.

Ont-ils pensé que leur tribu se trouve au fond de la vallée de Hienghène et que pour un besoin quelconque il faut descendre au village de Hienghène, à majorité indépendantiste ?

Ont-ils réfléchi à tout cela ? Jusqu'à présent, nous jeunes militants FLNKS des tribus de Tendo, Bas-

Coulna nous avons toujours respecté ces fantoches à tel point qu'ils en ont abusé.

Ont-ils pensé à l'après Indépendance ? A toi, BWENANDO, je te prie de transmettre ces quelques réflexions et que par ta voix tous les militants de la Kanaky sachent qu'ici, dans ces tribus lointaines en majorité RPCR, nous sommes indépendantistes malgré notre minorité et nous le resterons jusqu'à la fin de nos jours. En plus de ça, nous sommes fiers de l'être malgré l'expulsion de ces jeunes. Ils resteront à tout jamais des militants qui lutteront pour une cause : l'Indépendance Kanak Socialiste.

*Que la lutte continue !
Nous vaincrons !*

Un jeune militant FLNKS de TENDO.

BILBAO a peur de bwenando

C'est certainement ce qu'il faut déduire de l'agitation qui a soudain pris le Parquet de Nouméa, après que BWENANDO ait publié la semaine dernière un communiqué émanant du Bureau Politique du FLNKS. Dans ce communiqué, il était indiqué que ce même Parquet malgré qu'il ait eu connaissance d'éléments matériels permettant d'identifier plusieurs émeutiers du 8 mai (journée au cours de laquelle Célestin Zongo avait été assassiné par balle), n'avait pas «jugé utile d'engager quelque poursuite que ce soit».

Et bien voilà que BILBAO a décidé de nous faire mentir. Une fois n'est pas coutume !

Voilà

Voilà-t-il pas — miracle ! — qu'une opération de Police a été menée mardi matin dans le cadre de l'enquête sur les événements du 8 mai. Dès 6 heures du matin, les flics se sont donc pointés au domicile de... devinez qui ! Morini ? Jean François Charrier, alias «Le Colonel» ? ou du propriétaire de cette 4L à bord de laquelle se trouvaient 4 personnes armées sur les lieux et au moment même où Célestin a été abattu ? Mais non, vous n'y êtes pas ! Bilbao a choisi de faire un mauvais remake de «l'arroseur arrosé» : il a envoyé ses flics arrêter Jean Louis DION.

Et puis tant qu'à faire, on en a profité pour essayer de lui coller un tas de trucs sur le dos : c'est sur 3 chefs d'inculpation que Jean Louis s'est retrouvé au poste.

Première affaire : Un incendie dans une cantine d'école dans le quartier Pierre Lenquête. Manque de pot, tous les témoignages concordent : Jean Louis n'est pas sorti de chez lui ce jour-là (sauf pour aller voter). Et une inculpation qui s'écroule.

Deuxième affaire : une abracadabrante histoire de constitution de bande armée, avec centre d'entraînement sur fond de méthode audio-visuelle. Parole ! On avait une école politico-militaire dans le quartier, et on n'en savait rien ! Il y a décidément de bons auteurs de roman d'espionnage qui s'ignorent, au Palais de Justice ! Heureusement que le ridicule ne tue pas, ce serait une hécatombe.

Troisième affaire : le plat de résistance. Voilà Jean-Louis inculpé de violences avec arme sous le seul prétexte que le 8 mai, alors qu'il courait relever Célestin Zongo qui venait de tomber sous les balles de tireurs embusqués au pont de l'échangeur de Ducos, on l'aurait vu tirer à son tour des coups de feu en direction de l'échangeur. Si l'accusation était vérifiée, cela ne pourrait s'interpréter autrement que comme de la légitime défense (Célestin était déjà mort à ce moment là, et les balles sifflaient aux oreilles de Jean Louis). Mais ce qu'il y a de plus scandaleux, c'est qu'on trouve le moyen d'aller pinailler pour savoir si oui ou non Jean Louis a tiré un coup de feu, alors que les seules victimes par balles ce jour là se sont toutes trouvées du même côté, et que les assassins de Célestin — qui sont connus — courent toujours et ne sont même pas poursuivis. Après ceux de P. DECLERCO, d'Aldo TONHOUEI et d'Antonin MAPERI, après les auteurs de tous les attentats commis depuis le mois de janvier, c'est à croire qu'en Caldochie, il existe un régime judiciaire où le crime paie.

Ce qui paie moins par contre, c'est de vouloir à tout prix semer la zizanie et le doute en racontant à Jean Louis tout au long de sa garde à vue qu'il a été vendu « par quelqu'un de très haut placé dans la direction du FLNKS ».

A qui fera-t-on croire de telles sornettes ?

Dernière petite précision : Jean Louis fait partie de l'équipe de montage de « BWENANDO ». Et si son arrestation avait eu pour but de pénaliser le journal ? C'est curieux comme la parution du communiqué mettant Bilbao en cause à propos de l'enquête sur le 8 mai et l'arrestation de Jean Louis coïncident dans le temps. Si c'est ça le pari, il est perdu d'avance, n'est-ce pas, Monsieur BILBAO ?

terrorisme r.p.c.r.

Samedi 12.10.85. « Bravo l'Ete » cette « foire aux affaires » pour certains, foire aux regrets et à la rancoeur pour d'autres, s'achève.

Chacun s'apprette à rentrer chez soi. De petits groupes s'attardent souvent près des bars. C'est l'été, et il fait soif. On boit, on discute, on boit et le ton monte : la bagarre élate. Ce n'est hélas pas un spectacle inhabituel, pour un samedi après midi à Nouméa. Pas vraiment de quoi fouetter un chat, d'ailleurs les choses se calment assez vite, les flics dispersent les adversaires, et tout va rentrer dans l'ordre.

Enfin, tout aurait dû rentrer dans l'ordre. Seulement, voilà, dès le début des bagarres, certains témoins notent un manège inhabituel des cibistes très pressés sillonnent la ville et semblent organiser quelque chose. De fait, les « passages » de cibistes sont suivis de peu de ceux, plus lents, plus bruyants et plus spectaculaires, de camionnettes Volkswagen, chargées de « gros bras » wallisiens, dont les plaques minéralogiques, la carrosserie et les aménagements intérieurs ressemblent à s'y méprendre à ceux des véhicules utilisés par la Municipalité de Nouméa pour transporter ses agents de services. Mais peut-être la Mairie de Nouméa a-t-elle rétrocédé ces véhicules à une association de bienfaisance ?

Alors que l'on croit tout terminé des ratonnades commencent au centre ville, n'épargnant personne : femmes et enfants, aussi bien que jeunes. C'est la fuite générale vers les quartiers : la colonne de kanak qui s'étendait, à pied, du centre ville à Pierre Lenquête renvoyait sinistrement, samedi, à de trop célèbres images d'exode, en France, dans les années 40.

Par petits groupes très disciplinés, des wallisiens armés de gourtapent sur tout ce qui est kanak (ou blanc sympathisant FLNKS) et qui bouge.

Les camions, qui démarrent du bas de la tour Indosuez débarquent par flots les petits nervis sans cervelle qui continueront la chasse au kanak jusque tard dans la nuit, en totale coordination avec certains réseaux CIBI, ce qui établit avec certitude la préméditation.

Action concertée, préméditée, menée à force ouverte et de nuit, ça encours quelles peines, en correctionnelle, M. BILBAO ?

Lundi soir, rebelote. Au retour d'une réunion du RPCR au Kuendu Beach (Nouvelle), des voitures se font caillasser. Par qui ?

Comme par hasard, des tas de gros bras wallisiens sont sur place avant les flics, et organisent la riposte. Riposte ? voire. On s'en prend à plusieurs familles riveraines réunies pour un mariage, et ça repart, on tabasse, on casse, on brûle slogans racistes et menaces de mort à l'appui.

Pendant ce temps, le « vertueux » Guillemard organise un barrage sur le pont de Nouvelle, dans l'intention avouée d'arrêter les « caillasseurs » de leur régler leur compte. Comment peut-il savoir qui ils sont ? Pour Guillemard, on est suspect du moment qu'on a la peau noire.

Là encore, comment de telles actions se qualifient-elles, sur le plan pénal ? Mais le Procureur Général n'est pas idiot, il sait très bien que l'ordre public a été gravement troublé, et cette fois, il a engagé des poursuites. C'est ainsi qu'il a fait procéder mardi matin, à l'arrestation d'une vingtaine de jeunes du CSJ Centre Spécialisé pour la Jeunesse. Logique, non ?

Arriver à se discréditer à ce point devrait pourtant finir par peser bien lourd dans la carrière de ce magistrat sans scrupules.



ATTENTATS RACISTES, ÇA CONTINUE!

Après DO-KAMO, le car de Poindimié (attentat raté, le colis piégé n'a pas explosé), les émeutes du 12 janvier : local de l'USTKE brûlé la station DANG, l'immeuble administratif. Le 8 mai : tir sur le local du FLNKS à la Vallée du Tir (tiens, une vallée qui porte bien son nom colonial !). Assassinat de Célestin ZONGO l'après-midi à Montravel.

Sans parler de tous les assassinats depuis le 18 novembre 84 par les fascistes et racistes locaux !

Les organismes kanaks visés.

Les derniers attentats en dates sont l'explosion de l'ODIL (Office de Développement de l'Intérieur et des Îles) dirigé par Rock Wamytan et l'Office Foncier (qui régle entre autres les questions de redistribution de terres aux Kanaks). Cela fait suite à la case brûlée de l'Office Culturel Kanak à Ducos. La bombe au lycée kanak de DO-KAMO ! Le soir des élections, le bureau de vote de MONTRAVEL (meilleur score FLNKS à Nouméa) est incendié.

Pour les fascistes, plusieurs sortes de cibles !

1) Les organismes de production

Exemples :

- Le camp des sapins (société Le Nickel) à THIO ;
- Les bateaux de Polypêche toujours à THIO pour que les kanaks ne puissent pas s'en servir.

2) Les moyens d'expression kanak

Exemples :

- Incendie du local de l'USTKE (Union des Syndicats des Travailleurs Kanaks et Exploités) ;
- Tir sur l'Avenir (local de l'UC) le 8 mai ;
- Cocktail Molotov sur Radio DJIIDO ;
- Brouillage systématique des bulletins d'information (toujours sur DJIIDO 95,8 Mh3) ;
- Attentats (il y a deux ans contre les locaux de la Nouvelle Presse et du journal de l'USOENC.

3) Les non-kanak militants du FLNKS

- Norbert CAFFA (PSK) menacé et provoqué en permanence dans la rue ou par téléphone ;
- Gérald CORTOT (UC) menacé et agressé par tir de chevrotine contre son magasin ;
- Jean-Louis DION (UPM et USTKE) : deux attentats en 1982 contre ses bureaux, incendie de sa voiture et cocktails molotov contre sa maison en 1984, incendie de son bateau (qu'il avait d'ailleurs revendu) en 1985 ;
- Paul NAUD (UC) menacé en permanence à Poindimié ;
- Jacques VIOLETTE (PSK) : explosion de sa voiture en 1983.
- et tous les autres...

4) Les progressistes sympathisants pour l'indépendance

- Jean-Pierre DEVILLERS (enseignant) cocktail molotov contre sa maison ;
- Jean GUIART (ethnologue) incendie de sa maison ;
- Gérard LAVIGNE (enseignant) incendie de son bateau, détérioration de sa voiture ;

- Jean-Marie KOHLER (ORS-TOM) Incendie de son voilier ;
- BASQUIN (La Foa) liste OPAO aux dernières élections : Attentat contre sa station service.

5) Les supposés sympathisants ?

- DANG : Incendie de sa station service ;
- Gaspard RAVEL : attentat contre la compagnie maritime SOFRANA et tentative d'explosion de son yacht ;
- SAVAH Moselle : attentat ;
- OCEANIA Anse Vata : attentat.

6) Et les autres !

- La poste de Nouméa ;
- Le tribunal de Nouméa.

Comme un air d'O.A.S.

Que tout cela ressemble étrangement à la situation algérienne des années 60, où les partisans de l'Algérie française ne voulant pas admettre l'évolution du pays vers l'indépendance commencèrent en désespoir de cause à poser des bombes.

On connaît la suite !

